



Conseil de sécurité

Distr. générale
26 octobre 2020
Français
Original : anglais

Lettre datée du 23 octobre 2020, adressée au Secrétaire général et aux Représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de l'exposé présenté par M. Zahir Tanin, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, ainsi que des déclarations faites par les représentantes et représentants de la Belgique, de la Chine, de la République dominicaine, de l'Estonie, de la France, de l'Allemagne, de l'Indonésie, du Niger, de la Fédération de Russie, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, de l'Afrique du Sud, de la Tunisie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des États-Unis d'Amérique et du Viet Nam, à l'occasion de la visioconférence portant sur les « Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité », tenue le mercredi 21 octobre 2020. Des déclarations ont également été faites par S. E. M. Ivica Dačić, Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Serbie, et M^{me} Meliza Haradinaj-Stublla.

Conformément à la procédure décrite dans la lettre du 7 mai 2020, adressée aux représentantes et représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité (S/2020/372), qui a été convenue en raison des circonstances exceptionnelles créées par la pandémie de maladie à coronavirus, le texte de l'exposé et des déclarations sera publié en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Conseil de sécurité
(Signé) Vassily **Nebenzia**



Annexe I

Exposé de M. Zahir Tanin, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo

Au cours des sept derniers mois, le Kosovo a persévéré face à des problèmes multiples et interdépendants, à commencer par la pandémie. Depuis qu'elle est apparue pour la première fois au Kosovo en mars, la maladie à coronavirus (COVID-19) est passée par différentes phases. La réponse initiale s'est appuyée sur des mesures et des confinements stricts, mais elle a évolué vers une approche plus souple, l'accent étant mis sur la relance économique. La pandémie a de son côté été marquée par des pics importants, ainsi que par des périodes de stabilité, et sa propagation est une fois de plus en train de s'accélérer. Si le Gouvernement du Premier Ministre Kurti a, durant la majeure partie de son court mandat pendant la pandémie, maintenu en place des mesures de confinement extrêmement strictes, celles-ci ont été assouplies dans les derniers jours de son mandat. Le Gouvernement qui lui a succédé, dirigé par le Premier Ministre Avdullah Hoti, a maintenu cette approche, assouplissant une grande partie des mesures strictes qui étaient précédemment en vigueur et mettant un accent particulier sur la relance économique. Les deux Gouvernements se sont heurtés à la réalité, à savoir que les infrastructures de santé publique au Kosovo sont insuffisantes et sous-équipées pour lutter contre la propagation rapide de la pandémie. Cela a touché tous les aspects de la réponse, des hospitalisations et du traitement au dépistage et au traçage, ainsi que la mise en œuvre de toute autre mesure de prévention. Toutefois, il convient de souligner que le système de santé, et en particulier les professionnels de santé qui travaillent en première ligne, accomplissent un travail héroïque afin d'utiliser au mieux leurs ressources limitées.

Les conséquences socioéconomiques sont graves et ne se limitent pas à la macroéconomie mesurable. Les secteurs économiques formel et informel du Kosovo ont subi un grave choc, qui touche en particulier les jeunes et leur éducation, ainsi que les femmes et les communautés vulnérables. Les retombées psychologiques sont également ressenties à l'échelle de la société.

Il est certain que le Kosovo n'a pas été livré à lui-même dans sa lutte contre la pandémie. La communauté internationale s'est mobilisée pour renforcer les capacités professionnelles et institutionnelles du Kosovo et pour atténuer l'impact socioéconomique de la pandémie. En septembre, l'Union européenne a approuvé une aide financière d'un montant de 138 millions d'euros, dont 50 millions ont été spécifiquement alloués à la lutte contre la COVID-19. Ces fonds ont permis de renforcer d'autres formes d'appui matériel, l'aide financière, les prêts et les services spécialisés, que reçoit le Kosovo de la part de l'Union européenne (UE), de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale de la Santé et directement.

La Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, aux côtés de l'Équipe des Nations Unies au Kosovo et de ses organismes, fonds et programmes, a également adapté sensiblement ses activités pour contribuer à relever les défis sans précédent découlant de la pandémie de COVID-19. Nous nous efforçons de fournir un appui direct à la population, aux institutions et aux communautés dans le cadre de l'appui stratégique de la Mission en faveur du dialogue et du renforcement de la confiance au Kosovo. Des projets ont été élaborés spécifiquement pour contribuer à la lutte contre la COVID-19.

L'impact disproportionné de la pandémie sur des populations déjà vulnérables est une source de préoccupation particulière. Le nombre d'atteintes à la sécurité signalées visant des communautés vulnérables et minoritaires durant la période de restrictions liées à la pandémie a augmenté. Une forte augmentation du nombre de cas de violence domestique et de violence contre les enfants a également été signalée.

La levée des mesures de réciprocité sur les biens en provenance de Serbie et de Bosnie-Herzégovine par le Gouvernement du Premier Ministre Hoti a permis de relancer le dialogue entre Belgrade et Pristina. Elle s'est accompagnée de la nomination du nouveau Représentant spécial de l'Union européenne, Miroslav Lajčák, et de la tenue d'une réunion de haut niveau organisée par le Président de la France et la Chancelière allemande le 10 juillet, menant à la reprise officielle du dialogue facilité par l'UE. Le Gouvernement des États-Unis a également lancé de nouvelles initiatives en vue d'améliorer les relations entre Pristina et Belgrade, avec en point d'orgue l'organisation en septembre d'une réunion par le Président des États-Unis, durant laquelle des accords ont été signés dans le domaine économique et d'autres. Je félicite Belgrade et Pristina d'avoir repris les négociations et je les exhorte à maintenir un dialogue constructif en dépit des problèmes et des désaccords. Les récentes réunions tenues à Bruxelles et Washington montrent qu'il est possible de progresser lorsque les ressources internationales sont conjuguées aux efforts des dirigeants sur le terrain pour avancer vers le règlement de problèmes difficiles.

Bien sûr, les principales conditions à remplir pour que les négociations aboutissent sont l'unité politique, le ferme engagement et la bonne volonté des dirigeants, à Pristina comme à Belgrade, et un appui international soutenu. Nous saluons la relance de la collaboration et nous encourageons les deux parties à s'entendre pour régler les questions contentieuses et parvenir à un accord de normalisation global.

Hormis le soixante-quatrième anniversaire de l'ONU, nous célébrons également cette année le vingtième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), sur les femmes et la paix et la sécurité. Je souligne une fois de plus l'importance que revêt la participation effective des femmes au processus de paix à tous les niveaux, en particulier dans le contexte du dialogue en cours entre Belgrade et Pristina, pour garantir une représentation plus large des différents secteurs de la société, notamment les jeunes et les communautés. Une telle approche est essentielle pour obtenir des résultats, et elle permet que ceux-ci correspondent aux besoins réels de la population.

Depuis le dernier exposé que j'ai présenté au Conseil (voir S/2020/339), des mesures importantes ont été prises pour promouvoir les enquêtes et les procédures judiciaires du Bureau du Procureur spécialisé et des Chambres spécialisées du Kosovo. En juin, le Bureau du Procureur spécialisé a annoncé la mise en accusation du Président Hashim Thaçi et du chef du Parti démocratique du Kosovo, Kadri Veseli, ainsi que d'autres individus dont les noms n'ont pas été rendus publics. Le Président Thaçi a fait part de son intention de quitter ses fonctions si sa mise en accusation est confirmée publiquement par les juges de la mise en état. En septembre, il a été procédé à des arrestations en application de mandats d'arrêt et d'ordres de transfert émis par les Chambres. Trois individus concernés sont en détention provisoire. L'un d'eux est accusé de crimes de guerre. Les deux autres sont soupçonnés d'intimidation, de représailles, d'avoir violé le secret de la procédure et de divulgation illicite d'informations protégées. Leurs arrestations ont fait suite à la publication de documents relatifs aux poursuites qui auraient été fuités, et qui pourraient également contenir les noms de certains témoins potentiels.

Certaines réactions publiques au Kosovo après l'annonce en juin de la mise en accusation de personnalités renommées ont suscité des préoccupations, notamment les tentatives de remettre en question la légitimité des Chambres spécialisées et les allégations selon lesquelles elles seraient politiquement motivées. Malheureusement, certains dirigeants politiques ne contribuent pas toujours à démentir ces récits mensongers.

Ceci ne fait aucun doute ni pour les membres du Conseil ni pour la communauté internationale : les Chambres spécialisées et le Bureau du Procureur spécialisé pour le Kosovo font partie intégrante du système judiciaire kosovar, et leurs mandats sont

cruciaux tant pour les aspirations du Kosovo à l'état de droit que pour l'avenir du Kosovo. Je saisis donc cette occasion pour exhorter les dirigeants à redoubler d'efforts pour lutter contre la désinformation et faire en sorte que les procédures engagées par le Bureau du Procureur et les Chambres bénéficient d'un appui institutionnel et politique sans équivoque, facteur essentiel pour consolider la primauté du droit et la stabilité à long terme du Kosovo.

Le Gouvernement en place dirigé par le Premier Ministre Hoti, qui bénéficie d'une étroite majorité, se heurte à une opposition parlementaire importante, et doit composer avec des priorités très divergentes au sein des partenaires de la coalition gouvernementale. Au bout d'à peine plus de 100 jours au pouvoir, les désaccords constants entre les partis membres de la coalition, associés à la difficulté de parvenir à des compromis, ont entravé et retardé la prise de mesures dans les domaines critiques que j'ai évoqués.

Jamais, au cours des 75 années d'histoire des Nations Unies, le besoin de solidarité mondiale et de coopération internationale n'avait été aussi clairement démontré qu'aujourd'hui. La pandémie de COVID-19, les tensions ethniques et géopolitiques qui s'expriment dans les conflits à travers le monde, et les inégalités en augmentation mondiale sont autant de tendances qui se renforcent mutuellement – et négativement. Pour les régions qui continuent de subir les conséquences des conflits passés, comme le Kosovo, il est absolument impératif de privilégier la coopération, le dialogue et une voix et une vision politiques unifiées, et d'aller au-devant d'une extrême polarisation. Cette solidarité, en particulier durant la pandémie actuelle, doit s'efforcer intensément de réussir le difficile équilibre entre santé publique, relèvement économique et droits humains, un casse-tête qui met actuellement au défi les gouvernements du monde entier.

Dans ce même esprit, je souhaite terminer en réaffirmant l'engagement sans réserve de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) à accompagner le dialogue facilité par l'Union européenne, ainsi que les efforts déployés par les dirigeants des deux parties pour avancer résolument vers un accord global et une paix et une réconciliation à long terme.

Je remercie tous les membres du Conseil de leur attention bienveillante aujourd'hui, et de l'appui qu'ils continuent d'apporter à la MINUK.

Annexe II

Déclaration de M^{me} Karen Van Vlierberge, Représentante permanente adjointe de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : français]

Je remercie le Représentant du Secrétaire général, Zahir Tanin, de son exposé détaillé. Je regrette par ailleurs qu'un exposé complémentaire de la part du Représentant spécial de l'Union européenne, Miroslav Lajčák, se soit avéré impossible. C'est notamment grâce à son action résolue que nous avons pu faire de nouveau progrès dans le dialogue entre Pristina et Belgrade. Ainsi l'Union européenne témoigne-t-elle une fois de plus de sa ferme détermination à remplir pleinement son rôle de facilitatrice.

La Belgique salue la reprise du dialogue le 12 juillet, ainsi que l'engagement des deux parties. Nous encourageons les deux parties à continuer dans cette voie, dans un esprit d'ouverture et de compromis. La Belgique appelle les deux parties à s'investir de bonne foi en vue d'arriver à un accord global et juridiquement contraignant sur la normalisation de leurs relations. Non seulement un tel accord contribuera à la stabilité régionale, mais il est également indispensable pour que les deux parties puissent continuer à progresser sur la voie européenne.

Nous appelons à la mise en œuvre des accords déjà conclus dans le cadre du dialogue. Cela permettrait d'améliorer d'ores et déjà très sensiblement la vie de nombreux citoyens serbes et kosovars. Les récents développements relatifs au point de passage commun de Merdarë, financé et construit avec l'aide de l'Union européenne, constituent une étape importante à cet égard.

Nous saluons le renouvellement, par les parties, de leur engagement à progresser dans les dossiers humanitaires des réfugiés, des personnes déplacées et des personnes disparues. Ces questions sont essentielles à toute réconciliation et à tout apaisement durables. Nous appelons à des efforts supplémentaires dans ce domaine.

Les femmes et les jeunes jouent un rôle clef dans la consolidation de la paix, et leur participation significative doit être assurée. Cela implique notamment une représentation significative des femmes au sein des délégations, ainsi que dans les groupes de travail créés pour alimenter le dialogue.

Le nouveau Gouvernement kosovar a réaffirmé son engagement stratégique sur la voie européenne. Le Kosovo doit maintenant faire tout son possible pour relancer le processus de réformes. Nous appelons toutes les parties politiques kosovares à se réunir dans ce sens.

La Belgique demeure extrêmement attentive à la situation de l'état de droit. Tout particulièrement, nous condamnons fermement les tentatives, extrêmement préoccupantes, d'affaiblir les Chambres spécialisées du Kosovo ou de faire obstacle à leur action. Ce mécanisme de justice transitionnelle, en ce qu'il permet d'apporter la vérité aux victimes et d'établir les responsabilités pour des crimes d'une grande gravité, est essentiel pour restaurer la confiance de la population et, ainsi, parvenir à une paix durable.

Nous réitérons notre plein soutien aux efforts de la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo, qui joue un rôle important dans la poursuite du développement d'institutions de l'état de droit fortes, effectives et responsables.

Nous saluons l'adoption récente, par l'Assemblée du Kosovo, d'un amendement à la Constitution qui rend directement applicable la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Nous saluons l'engagement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo et de l'Équipe des Nations Unies au Kosovo dans la lutte contre la maladie à coronavirus (COVID-19), en coopération avec les autorités locales. L'Union européenne et ses États membres se sont également révélés être un partenaire important dans cette lutte. Une coopération régionale concrète est essentielle pour lutter contre le virus et ses conséquences, et nous encourageons les parties à œuvrer dans ce sens. Nous réitérons l'appel du Représentant spécial à toutes les institutions et parties prenantes du Kosovo pour qu'elles respectent les droits de l'homme et ne laissent personne de côté dans la lutte contre la COVID-19.

Annexe III

Déclaration M. Geng Shuang, Représentant permanent adjoint de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : anglais et chinois]

Je tiens à remercier de son exposé le Représentant spécial du Secrétaire général, Zahir Tanin, et je salue la présence du Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République de Serbie, Ivica Dačić, que je remercie de sa déclaration. J'ai également écouté la déclaration de M^{me} Meliza Haradinaj-Stublla.

En juillet et en septembre, la Serbie et le Kosovo ont organisé, dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne, plusieurs réunions axées sur les questions des personnes disparues et de la coopération économique, marquant ainsi la reprise officielle du dialogue entre les deux parties après deux années d'interruption. Le 4 septembre, les deux parties ont signé un accord sur la normalisation de leurs relations économiques et ont convenu de construire des routes entre les deux pays et de rétablir leur liaison ferroviaire. Il s'agit d'un important pas en avant. La Chine se félicite de ces faits nouveaux positifs et espère que les deux parties entretiendront leur bonne foi politique, consolideront cette dynamique positive et obtiendront rapidement des résultats concrets dans le cadre de ce dialogue.

La position de la Chine sur la question du Kosovo est cohérente. Nous respectons la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Serbie, nous comprenons les préoccupations légitimes de la partie serbe concernant la question du Kosovo et nous apprécions les efforts que déploie la Serbie dans la quête d'une solution politique à cette question. La Chine appuie les efforts déployés par les deux parties pour rechercher une solution mutuellement acceptable dans le cadre d'un dialogue et de consultations sincères reposant sur le fondement juridique de la résolution 1244 (1999).

La réconciliation et la coexistence harmonieuse entre tous les groupes ethniques du Kosovo vont dans l'intérêt collectif de toutes et tous. Le Gouvernement kosovar doit mettre en place un environnement propice dans ce sens et renforcer la concorde et la confiance mutuelle entre les différentes communautés. Nous espérons que le Kosovo continuera à mettre en œuvre l'Accord de Bruxelles et à promouvoir efficacement la formation de communautés à majorité serbe. La Chine note que le rapport du Secrétaire général (S/2020/964) indique que la municipalité de Deçan/Dečani a récemment repris la construction d'une route de transit dans la zone sous protection spéciale du monastère de Visoki Dečani, ce qui a provoqué des tensions et suscité une inquiétude généralisée au sein de la communauté internationale. Nous espérons que le Gouvernement du Kosovo respectera les lois pertinentes et la décision de la Cour constitutionnelle relative à la protection des droits de propriété foncière du monastère.

Enfin, nous réitérons nos remerciements au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tanin, et à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo pour leurs efforts visant à promouvoir le règlement politique de la question du Kosovo. La Chine appuie la MINUK alors qu'elle continue de s'acquitter de son mandat et de son rôle important, et appelle toutes les parties à appliquer de bonne foi la résolution 2518 (2020), à assurer la sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies et à créer des conditions favorables à l'exécution du mandat de la MINUK.

Annexe IV**Déclaration de la Mission permanente de la République dominicaine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

Nous remercions M. Tanin pour son exposé d'aujourd'hui. Nous saluons également le noble travail accompli par le Représentant spécial et son équipe sur le terrain, qui continuent à faire des efforts extraordinaires pour s'acquitter de leur mandat tout en relevant les défis posés par les circonstances sanitaires actuelles dans le monde. Nous remercions également S. E. M. Dačić et M^{me} Meliza Haradinaj-Stublla de leurs déclarations.

Nous voudrions saisir cette occasion pour exprimer notre grande satisfaction de recevoir des rapports indiquant que la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et l'équipe des Nations Unies au Kosovo ont réussi à faire face aux difficultés découlant de la crise sanitaire en collaboration avec les dirigeants politiques et le peuple kosovar, et ont contribué, par leurs efforts, à atténuer les effets de la pandémie, en particulier sur les groupes les plus vulnérables.

C'est une bonne occasion d'inviter les différentes factions politiques au Kosovo à mettre de côté les différences qui pourraient leur faire perdre de vue la mission fondamentale de protéger la santé publique de leur peuple. Cette action nécessite l'appui illimité de tous les secteurs sociaux aux institutions publiques. À cet égard, nous voudrions encourager les pays donateurs à accroître leur appui à l'aide publique au développement et aux programmes novateurs de financement et d'allègement de la dette en faveur des pays les plus touchés par la pandémie et ses conséquences dévastatrices.

Nous appelons à un accès équitable au vaccin et aux autres technologies sanitaires nécessaires pour lutter contre la maladie à coronavirus (COVID-19) et à leur distribution dans le monde entier.

Nous nous félicitons des accords signés par les parties sous les auspices des États-Unis pour faciliter la normalisation économique, ainsi que de la reprise des pourparlers entre Belgrade et Pristina, facilités par l'Union européenne. Nous sommes conscients qu'il s'agit là d'étapes importantes et que ces pourparlers constituent une excellente occasion de parvenir à un accord global et juridiquement contraignant sur la normalisation des relations.

Nous nous faisons l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général aux dirigeants de Belgrade et de Pristina pour qu'ils fassent preuve de souplesse pour surmonter les différences. Dans le même temps, nous les invitons à adopter une approche inclusive pour associer les femmes et les jeunes aux processus de consultation et de prise de décision qui ont des conséquences sur toute la population, aujourd'hui et à l'avenir.

Lors de notre réunion tenue selon la formule Arria, en septembre, sur l'application des résolutions relatives à la jeunesse et à la paix et à la sécurité dans les opérations de maintien de la paix, un représentant de la MINUK nous a dit que, même si le Kosovo a la population la plus jeune de toute l'Europe, ses possibilités sont très limitées. Dielza et Angela, représentantes de la société civile, ont bien expliqué ces limites. Nous partageons leur point de vue. Tous les efforts en faveur de la paix et de la sécurité au Kosovo doivent viser l'autonomisation des jeunes et leur pleine participation au renforcement de la confiance interethnique, à la gouvernance locale et au développement économique.

Comme d'autres collègues, nous voudrions exprimer notre inquiétude concernant la construction d'une route dans la zone sous protection spéciale autour du monastère de Visoki Dečani. Nous espérons que les travaux de construction seront suspendus définitivement pour préserver les zones qui sont considérées comme ayant une valeur culturelle pour l'humanité et pour garantir la confiance intercommunautaire.

Comme il s'agit de la dernière réunion au cours de laquelle cette importante question est examinée avant la fin de notre mandat au Conseil cette année, nous voudrions réitérer notre appui aux efforts que continue de déployer la MINUK en collaboration avec l'équipe des Nations Unies au Kosovo, qui visent à autonomiser les jeunes, les femmes et la société civile et à renforcer le multilinguisme, le dialogue intercommunautaire et le respect des droits humains. Nous voudrions également remercier la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo pour son action en faveur du renforcement du système judiciaire et de l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Pour terminer, nous voudrions féliciter les parties pour les progrès réalisés au cours de la période à l'examen. Pour que ces progrès s'inscrivent dans la durée, nous les exhortons à respecter les engagements pris dans le cadre de la Déclaration de Bruxelles et à agir sur la base de la résolution 1244 (1999). Nous réitérons notre appui et nos remerciements à la MINUK, à la Force de paix au Kosovo, à l'Union européenne et à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour leur dévouement à la cause de la consolidation de la paix, dans l'intérêt du peuple kosovar.

Annexe V**Déclaration de M. Sven Jürgenson, Représentant permanent de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Nous voudrions remercier le Représentant spécial du Secrétaire général de son exposé ainsi que les Ministres des affaires étrangères de la Serbie et du Kosovo de leurs déclarations.

La normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo est la clef de la stabilité régionale. Nous appuyons fermement les efforts déployés par Miroslav Lajčák, qui a été nommé Représentant spécial de l'Union européenne pour le dialogue entre Belgrade et Pristina et les autres questions régionales concernant les Balkans occidentaux. Nous nous félicitons de la reprise du processus de dialogue le 12 juillet. Les deux parties ont fait preuve d'engagement et de détermination, et nous nous félicitons du travail substantiel accompli depuis juillet. Il est essentiel qu'à terme, toutes les questions en suspens soient résolues. Nous encourageons les deux parties à renforcer leur collaboration avec les membres de la société civile, en particulier avec les femmes et les jeunes, car ils peuvent apporter une contribution importante à la recherche de solutions aux questions abordées à la table des négociations.

Nous notons avec satisfaction que le Gouvernement de la Serbie et le Gouvernement du Kosovo ont confirmé leur engagement stratégique pour leur avenir au sein de l'Union européenne. Le dialogue facilité par l'Union européenne est une condition essentielle pour qu'ils prennent des mesures en vue de leur adhésion respective à l'Europe.

L'Estonie tient à féliciter M. Tanin pour sa direction des travaux de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), qui ont contribué à faire avancer le processus de démocratisation du Kosovo et à promouvoir les droits humains. Nous saluons tout particulièrement l'appui de la MINUK à la participation des femmes aux processus de prise de décision, ainsi que ses initiatives à l'intention des jeunes et en matière de lutte contre la violence fondée sur le genre. Durant cette période critique de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), nous saluons les mesures prises par la MINUK pour aider le Kosovo à relever les défis découlant de la pandémie.

Nous notons avec satisfaction que le nouveau Gouvernement du Kosovo a confirmé son engagement stratégique en ce qui concerne l'adhésion du pays à l'Union européenne. Tous les acteurs politiques doivent à présent montrer qu'ils peuvent travailler ensemble et dégager un consensus politique en vue d'atteindre des objectifs communs. Il est essentiel pour le Kosovo de relancer les processus de réforme et de veiller à ce que les citoyens reçoivent l'assistance médicale et l'appui économique dont ils ont besoin. Nous soulignons également que la coopération avec les Chambres spécialisées du Kosovo et le respect de leurs procédures constituent une obligation internationale pour le Kosovo.

Alors que la coopération avec la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo devient de plus en plus importante, nous souhaiterions qu'un examen stratégique de la MINUK soit effectué en temps utile.

Enfin, nous appelons les deux parties à œuvrer au renforcement de la confiance et à s'abstenir de toute rhétorique négative qui pourrait accroître les tensions et saper le dialogue. Nous attendons des deux parties qu'elles coopèrent de bonne foi et dans un esprit de compromis et qu'elles s'efforcent de parvenir à un accord global et juridiquement contraignant sur la normalisation des relations conformément au droit international et à l'acquis communautaire.

Annexe VI

Déclaration de M^{me} Nathalie Broadhurst Estival, Représentante permanente adjointe de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : français]

Je tiens à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, Zahir Tanin, pour sa présentation. Je salue également la participation à cette visioconférence du Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Serbie ainsi que de la Ministre des affaires étrangères et de la diaspora du Kosovo.

L'un des principaux défis du Kosovo aujourd'hui est la normalisation complète des relations avec la Serbie, à travers un règlement définitif de leur différend. Parvenir à un accord global, définitif et juridiquement contraignant est une des conditions posées à la Serbie comme au Kosovo pour progresser dans leur perspective d'adhésion à l'Union européenne.

Nous soutenons à cet égard pleinement le dialogue facilité par le Représentant spécial de l'Union européenne, Miroslav Lajčák, et nous regrettons vivement qu'il n'ait pas pu nous présenter aujourd'hui un point de situation sur le dialogue entre les deux parties. La médiation de l'Union européenne, je le rappelle, se fonde sur une résolution de l'Assemblée générale. Le différend entre la Serbie et le Kosovo est un enjeu de sécurité européenne, ce qui justifie pleinement le rôle de l'Union européenne sur ce sujet.

Nous nous félicitons que la Serbie et le Kosovo aient décidé de reprendre leur dialogue lors du sommet de Paris du 10 juillet, qui était co-présidé par le Président Emmanuel Macron et par la Chancelière Angela Merkel. Le dialogue entre Belgrade et Pristina a donc repris en juillet, ce après 20 mois d'interruption. Nous saluons les premières avancées obtenues dans le cadre de ce dialogue, notamment dans trois domaines : la coopération économique, les personnes déplacées et réfugiés, et les personnes portées disparues. Nous appelons aujourd'hui à la poursuite de ces négociations et à des progrès concrets. Il est essentiel que tous les sujets contentieux, y compris les plus sensibles, soient traités, notamment l'association/communauté des municipalités à majorité serbe du Kosovo. Nous invitons les acteurs également mobilisés sur ce dossier à soutenir la médiation de l'Union européenne et à coordonner leurs efforts avec elle.

Nous saluons l'action de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Elle œuvre sans relâche pour promouvoir la sécurité, la stabilité, mais également le renforcement de l'état de droit et la protection des droits de l'homme au Kosovo et dans la région. La MINUK ainsi que les organismes des Nations Unies au Kosovo ont notamment joué un rôle absolument majeur pour aider le Kosovo à faire face à la pandémie de maladie à coronavirus, ce en complément de l'aide massive apportée par l'Union européenne. Les efforts de la MINUK doivent se poursuivre, en coordination bien sûr avec les initiatives d'autres acteurs régionaux et internationaux, en particulier la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX).

La France rappelle son plein soutien à la mission d'EULEX, notamment dans le cadre de ses activités de soutien aux Chambres spécialisées pour le Kosovo. La France rappelle son attachement à la lutte contre l'impunité des auteurs de crimes graves. C'est pourquoi nous appelons tous les acteurs à continuer à soutenir et à coopérer avec les Chambres spécialisées pour le Kosovo et le Bureau du Procureur spécialisé.

Enfin, et c'est mon dernier point, la France est absolument convaincue que la Serbie et le Kosovo ont un avenir européen commun. L'Union européenne, qui est le premier partenaire commercial, le premier investisseur et le premier donateur dans chacun des deux pays, continuera ses efforts pour faciliter la conclusion d'un accord global et juridiquement contraignant entre les deux parties, qui contribuera à la stabilisation durable des Balkans occidentaux et au rapprochement européen des deux pays. La France reste très engagée sur ce sujet, en appui aux deux parties et à la médiation de l'Union européenne.

Annexe VII

Déclaration de M. Christoph Heusgen, Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies

Lorsque j'entends parler le Ministre serbe des affaires étrangères, Ivica Dačić, j'ai l'impression qu'il s'agit d'un copier-coller de ses interventions précédentes. Nous entendons tellement parler des « crimes odieux commis par les Kosovars ». Je suis tout simplement stupéfait que dans ses interventions, nous n'entendions jamais parler des crimes odieux, du nettoyage ethnique et des déportations massives qui ont été commis contre les Kosovars en 1998 et 1999. Je le regrette vraiment.

Le Ministre serbe des affaires étrangères dit toujours qu'il n'y a pas 116 mais seulement 92 pays qui reconnaissent le Kosovo. Je suis surpris par cette politique qui consiste à essayer d'amener les pays à ne plus reconnaître le Kosovo. Nos amis serbes se tirent une balle dans le pied, parce que s'ils souhaitent sincèrement adhérer à l'Union européenne, ils ne devraient ménager aucun effort pour veiller à ce que le Kosovo soit reconnu, et ils devraient le reconnaître eux-mêmes. Dans l'analyse historique que nous avons entendue de la part du Ministre serbe des affaires étrangères, il n'a pas été fait mention de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice de 2010 (voir A/64/881), qui indiquait clairement que la déclaration d'indépendance du Kosovo ne violait pas le droit international. La logique sous-tendant cet avis est que le pays est légitime et doit être reconnu.

La discussion qui a eu lieu au tout début sur la manière dont le Kosovo est représenté au Conseil de sécurité montre que la relation non résolue entre le Kosovo et la Serbie reste non seulement une source de tension entre les deux parties, mais pèse également sur l'ensemble de la région. Elle constitue un obstacle à la vie quotidienne des peuples des deux pays et à la voie menant le Kosovo comme la Serbie à l'intégration européenne.

Dans ce contexte, je voudrais souligner que nous apprécions beaucoup et soutenons pleinement le travail du Représentant spécial de l'Union européenne, Miroslav Lajčák. Nous nous félicitons vivement que le dialogue de normalisation ait repris à Bruxelles en juillet. Je dois dire que je partage la frustration de beaucoup de personnes qui pensent que nous n'avons pas avancé par rapport à la situation qui prévalait auparavant.

Les deux parties ont fait preuve d'engagement et de dévouement, et nous sommes encouragés par le travail de fond qui a été accompli jusqu'à présent. En abordant les sujets sur la table, nous attendons des deux parties qu'elles continuent à coopérer de manière constructive et de bonne foi, dans un esprit de compromis. L'objectif doit être un accord global, juridiquement contraignant et durable qui contribue à la stabilité régionale et permet aux deux pays de devenir membres de l'Union européenne. Le dialogue facilité par l'Union européenne est le seul moyen de transformer les rêves des deux pays en réalité pour leurs citoyens.

Nous n'étions pas très heureux que vous, Monsieur le Président, n'ayez pas permis à M. Lajčák de nous présenter un exposé aujourd'hui, car avec ce dialogue, nous voulons focaliser la discussion sur l'avenir. Où allons-nous et où progressons-nous ? Sinon, on se répète et on parle du passé. Nous devons donc nous tourner vers l'avenir, et je pense que tout tableau du dialogue entre le Kosovo et la Serbie reste incomplet sans un exposé de M. Lajčák au Conseil. Nous regrettons vivement que cet exposé ait été bloqué par le Président.

Nous demandons à la Serbie et au Kosovo de redoubler d'efforts pour instaurer la confiance, en préparant les peuples des deux pays au compromis et à la réconciliation. Une rhétorique positive et des mesures de confiance concrètes sont essentielles dans ce contexte.

Je tiens à remercier le Représentant spécial pour ses propos, d'autant plus que nous célébrons ce mois-ci le vingtième anniversaire de la résolution 1325 (2000). L'ONU et le Représentant spécial de l'UE étudient les possibilités de renforcer le rôle des femmes dans le dialogue. Nous appelons les deux parties à inclure des représentantes et la société civile dans le dialogue et à assurer la participation pleine, égale et significative des femmes.

Je tiens à souligner l'importance de la Chambre spéciale de la Cour suprême. Nous attendons du Kosovo qu'il fasse preuve de son engagement permanent envers la Chambre spéciale, afin de démontrer son attachement à l'état de droit et à la fin de l'impunité. Nous appelons tous les acteurs à coopérer avec le Bureau des procureurs spéciaux de la République du Kosovo afin de faire progresser l'application du principe de responsabilité dans le pays, condition préalable à l'instauration de la confiance.

Annexe VIII

Déclaration de M. Muhsin Syihab, Représentant permanent adjoint de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Au nom de ma délégation, je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Zahir Tanin, de son exposé éclairant. Je salue également la participation de S. E. M. Ivica Dačić, Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République de Serbie.

Je voudrais également me joindre aux autres orateurs pour exprimer nos vues sur l'évolution récente de la situation sur le terrain. Aujourd'hui, je voudrais porter les trois points suivants à l'attention du Conseil.

Premièrement, le Gouvernement indonésien défend fermement la souveraineté et l'intégrité territoriale des États Membres de l'ONU, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international. L'Indonésie ne cautionnera aucun acte qui violerait la souveraineté et l'intégrité territoriale d'un État. Le dialogue est le meilleur et le seul moyen d'aborder les différends.

Deuxièmement, nous appelons à la reprise du dialogue. Nous nous félicitons de la levée des droits de douane de 100 % grevant les marchandises en provenance de Serbie et de Bosnie-Herzégovine. Cette évolution nous conduit à la reprise officielle du dialogue facilité par l'Union européenne, axé sur les questions liées aux personnes disparues et déplacées, ainsi que sur la coopération économique.

L'Indonésie se félicite également de l'engagement en faveur de la normalisation économique qui a été signé sous les auspices des États-Unis. Cet engagement nous a montré qu'il n'y aura pas de progrès économique si les campagnes de reconnaissance et de non-reconnaissance entre les parties se poursuivent. Dans cette situation critique due à la pandémie, aucune action n'est plus importante que l'ouverture d'un dialogue.

Troisièmement, en ce qui concerne le rôle de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) dans la région, l'Indonésie salue les multiples initiatives et ateliers de renforcement des capacités de la Mission, y compris la coopération interethnique des jeunes. La participation significative des jeunes aux processus de paix et à la prise de décision est d'une importance primordiale pour la réconciliation et l'édification d'une mémoire collective en vue d'éliminer la fracture communautaire.

Enfin, depuis près de deux ans, l'Indonésie suit de près les progrès de la MINUK dans la recherche d'une solution pacifique dans la région à travers le dialogue. Malheureusement, il n'y a toujours pas de progrès significatif, car les parties continuent à présenter des récits divergents sur les résultats attendus du dialogue. Nous soutenons l'appel lancé par le Secrétaire général aux dirigeants de Belgrade et de Pristina pour qu'ils fassent preuve de souplesse et de créativité afin de surmonter leurs différends. Les dirigeants politiques doivent assurer une approche inclusive au travers d'une plus grande participation des principales parties prenantes, en particulier les femmes et les jeunes, aux consultations et aux processus décisionnels. Les jeunes sont l'espoir d'un avenir dans lequel l'Indonésie – même au-delà de notre mandat au Conseil de sécurité – sera toujours engagée en tant que véritable partenaire pour la paix.

Annexe IX**Déclaration de la Mission permanente du Niger auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français]

À l'entame de mon propos, qu'il me soit permis de remercier M. Zahir Tanin, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (UNMIK), pour la qualité de son exposé.

Le nouveau Gouvernement kosovar a orienté son action sur la lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la facilitation de la reprise économique et l'avancement du dialogue entre Belgrade et Pristina. Cet élan positif appelle toutes les forces politiques du Kosovo à l'union et au compromis en vue de l'aboutissement du plan de relance économique du Gouvernement visant à faire face aux conséquences multidimensionnelles de la crise sanitaire.

Qu'il me soit permis de féliciter les organismes, fonds et programmes, y compris la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies au Kosovo, pour leur engagement constructif dans la réponse à la COVID-19, notamment l'affectation de ressources aux institutions de santé publique et le soutien opérationnel dans la mise en œuvre des mesures de réduction des risques.

La reprise du dialogue, en juillet 2020, facilité par l'Union européenne, constitue une étape décisive dans la normalisation des relations entre Belgrade et Pristina. Il est donc crucial que les acteurs régionaux et internationaux accompagnent les parties dans cette dynamique pour créer les conditions propices à un règlement pacifique global du conflit.

Dans tout processus de paix, le renforcement de la confiance, le partenariat et la coopération sont d'une importance capitale. À ce propos, le lancement de la plateforme pour le renforcement de la confiance intercommunautaire, visant l'avancée des recommandations du Forum des Nations Unies sur le renforcement de la confiance au Kosovo, est une démarche dont il convient de se féliciter.

En outre, la participation des jeunes au processus de paix, notamment en matière de prise de décision et de réconciliation, requiert une approche participative incluant les institutions centrales, locales et la société civile, ainsi que les partenaires internationaux.

La recrudescence des demandes de reconnaissance du statut de survivant aux violences sexuelles liées au conflit demeure une préoccupation majeure. À cet effet, la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité est nécessaire.

C'est le lieu de saluer le soutien du Groupe tripartite sur la sécurité et l'égalité des sexes, présidé par ONU-Femmes, aux refuges pour les victimes de violences à travers la scolarisation en ligne des enfants qui y vivent.

Pour conclure, le Niger exhorte les parties à un engagement politique constructif, à des négociations de bonne foi et au respect des accords auxquels elles ont librement consenti.

Annexe X**Déclaration de M. Vassily Nebenzia, Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

Nous saluons la participation de M. Ivica Dačić, Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République de Serbie. Nous partageons les profondes préoccupations qu'il a exprimées au sujet de la situation au Kosovo, qui reste instable et qui nécessite l'attention de la communauté internationale. Nous avons également écouté avec attention M^{me} Haradinaj-Stublla.

Nous remercions le Représentant spécial Zahir Tanin pour son exposé très instructif sur la situation dans la province. Nous pensons que la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo continue d'être la principale présence internationale agissant sur la base de la résolution 1244 (1999). Nous le remercions pour l'évaluation impartiale de la situation dans la province et les informations sur les progrès du règlement de la question du Kosovo. Nous soutenons pleinement son travail et sommes convaincus qu'il devrait toujours disposer de ressources matérielles et humaines suffisantes pour mener une action efficace.

Conformément à une décision de l'Assemblée générale, l'Union européenne (UE) est un médiateur autorisé dans le cadre du dialogue entre Belgrade et Pristina. L'UE doit veiller à ce que les deux parties respectent leurs obligations sans condition, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des accords précédents.

En même temps, il y a peu de résultats tangibles. Voici un exemple frappant de l'inflexibilité de Pristina – depuis sept ans et demi, elle sabote le processus de création d'une association/communauté des municipalités à majorité serbe du Kosovo. Le 14 octobre, lors de sa rencontre avec le Représentant spécial de l'Union européenne, Miroslav Lajčák, Avdullah Hoti a de nouveau exclu la possibilité de doter l'association/communauté de pouvoirs exécutifs, même si cela découle directement du Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations d'avril 2013. Nous espérons que sous la direction de M. Lajčák, qui a été nommé en avril dernier, la médiation européenne prendra de l'ampleur et se traduira par des progrès vers la résolution des problèmes du Kosovo.

Nos collègues américains ont également encouragé les activités de médiation. Nous avons pris note des documents que les parties ont signés à Washington le 4 septembre. Nous supposons que leur mise en œuvre sera conforme aux efforts visant à aider Belgrade et Pristina à trouver des solutions mutuellement acceptables. D'autre part, nous ne devons pas oublier que la résolution 1244 (1999) reste le cadre juridique international en vue du règlement de la question du Kosovo.

Il convient également de garder à l'esprit les engagements non tenus, en dépit de nombreuses promesses. En effet, depuis la publication en 2010 du rapport de Dick Marty, ancien membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, nous attendons le lancement d'une enquête internationale équitable sur les crimes graves commis sur le territoire du Kosovo. En 2020, une évolution positive a été enregistrée à cet égard : les Chambres spécialisées du Kosovo ont entamé le travail de fond qui consiste à enquêter sur les crimes commis par la prétendue Armée de libération du Kosovo. Dans le même temps, nous sommes préoccupés par les scandales qui circulent autour de cet organe, notamment les fuites de documents, les allégations d'élimination de témoins et l'utilisation de pièces de dossiers à des fins de politique intérieure. Nous insistons pour que toutes les parties coupables soient amenées à rendre des comptes et fassent l'objet de sanctions appropriées, indépendamment du poste qu'elles occupent actuellement.

Nous ne constatons pas d'amélioration de la situation dans la province en matière de sécurité et de défense des droits des communautés non albanaises. Cela se traduit par la récurrence des actes d'intimidation, des saisies et de la destruction de biens, de cimetières et d'installations appartenant à l'Église orthodoxe serbe. De toute évidence, dans cette situation on ne peut vraiment pas parler de retour des personnes déplacées et des réfugiés.

Nous devons déployer des efforts particuliers pour garantir une protection fiable des sites orthodoxes au Kosovo. Le 16 juin 2020, le premier segment d'une route de transit reliant le Kosovo au Monténégro et passant par la zone sous protection spéciale du monastère de Visoki Dečani est devenu opérationnel, contrairement à une décision rendue par la Cour constitutionnelle, dont certains membres sont des juges internationaux. Nous soulignons que ce n'est pas un problème interne du Kosovo, car le monastère est inscrit sur la liste des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO. Nous estimons que la Force de paix au Kosovo et la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo doivent jouer un rôle directeur en influençant les autorités kosovares, conformément à leurs mandats respectifs. Dans ce contexte, nous estimons qu'il est imprudent et infondé d'examiner la question de l'adhésion du Kosovo à des organisations internationales telles que l'UNESCO.

La province reste une zone confortable pour le recrutement de toutes sortes de terroristes. Le retour au Kosovo d'anciens militants de l'État islamique d'Iraq et du Levant est une bombe à retardement qui menace la paix et la stabilité dans la région.

Je tiens à mentionner un autre aspect troublant qui mérite une attention constante de notre part. Il est scandaleux que le Conseil de sécurité n'ait toujours pas reçu d'informations concernant le châtement infligé aux membres des forces spéciales des Albanais du Kosovo qui avaient passé à tabac et arrêté des membres du personnel de la MINUK, dont un ressortissant russe – M. Krasnoshchekov –, le 28 mai 2019 dans la municipalité de Zubin Potok. Cette question ne doit pas être oubliée ou ignorée. Le fait de passer sous silence une attaque flagrante contre le personnel de l'ONU compromet la sûreté et la sécurité du personnel de l'Organisation dans tous les pays. En l'occurrence, nous sommes confrontés au désir évident des autorités albanaises du Kosovo d'expulser la Mission des Nations Unies de la province. La Mission opère dans des circonstances précaires, qui s'apparentent à un boycott de fait par les autorités de Pristina. L'adoption de mesures en vue de créer une armée du Kosovo, avec l'appui d'un certain nombre d'États, est également un grave problème. Non seulement cela contraire à la résolution 1244 (1999), mais cela aggrave également les tensions ; il se pourrait d'ailleurs que cela déstabilise non seulement le Kosovo, mais également la région des Balkans dans son ensemble.

Nous jugeons préoccupantes les informations selon lesquelles une nouvelle session conjointe du Gouvernement albanais et du prétendu cabinet du Premier Ministre du Kosovo s'est tenue le 2 octobre à Tirana. Nous ne pouvons qu'être inquiétés par une des questions abordées durant cette réunion : la nécessité d'effacer la frontière entre l'Albanie et le Kosovo. De telles réunions constituent une ingérence dans les affaires intérieures de la Serbie, dont le Kosovo est un élément constitutif.

Tout ce qui précède montre que les problèmes de la province se multiplient au lieu d'être réglés. La position de la Russie concernant le Kosovo est très cohérente : nous encourageons Belgrade et Pristina à œuvrer à un règlement viable et mutuellement acceptable sur la base de la résolution 1244 (1999). Cette solution doit être conforme au droit international et approuvée par le Conseil de sécurité. La promotion ou l'imposition d'autres scénarios ne mènera pas au résultat souhaité.

Annexe XI

Déclaration de M^{me} Halimah DeShong, Représentante permanente adjointe de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous remercions de leurs exposés M. Zahir Tanin, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), S. E. M. Ivica Dačić et M^{me} Meliza Haradinaj-Stublla.

Saint-Vincent-et-les Grenadines prend note des accords signés le 4 septembre par les dirigeants serbe et kosovar à Washington. En particulier, nous accueillons avec satisfaction les divers engagements pris en vue du renforcement de la coopération économique entre les parties.

Nous saluons les efforts engagés par la MINUK et l'Équipe des Nations Unies au Kosovo pour contenir la propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19) et veiller à ce que les personnes les plus vulnérables, notamment les personnes déplacées, reçoivent une aide sanitaire, sociale et économique dont elles ont cruellement besoin durant cette période critique. Nous apprécions également les initiatives générales de la MINUK, notamment en ce qui concerne les femmes, les jeunes et les projets de renforcement de la confiance. Nous appelons tous les partis politiques au Kosovo à s'unir pour lutter contre l'impact de la pandémie de COVID-19.

Nous saluons la reprise du dialogue entre Belgrade et Pristina facilité par l'Union européenne, et nous soulignons l'importance globale du dialogue dans le règlement des problèmes et la recherche d'une solution durable. C'est essentiel pour la stabilité dans la région. À cet égard, nous saluons les engagements pris par les deux parties en vue d'avancer dans la normalisation économique. Nous appelons également à la mise en œuvre des accords existants dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne.

Saint-Vincent-et-les Grenadines félicite la MINUK de son attachement au maintien et à la promotion de la sécurité, de la stabilité et du respect des droits de l'homme dans la région du Kosovo, en particulier pour les femmes et les filles. Nous louons le travail entrepris par ONU-Femmes, la MINUK et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour promouvoir des solutions durables afin d'autonomiser les femmes et les filles au Kosovo, notamment la campagne de sensibilisation lancée en vue d'apporter un soutien aux survivantes et survivants et aux victimes de la violence domestique.

Alors que nous commémorons le vingtième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), nous devons accélérer les mesures ayant pour but de faciliter la participation pleine, égale et effective d'une diversité de femmes à la prévention et au règlement des conflits. L'engagement des femmes et leur contribution à tous les efforts visant à maintenir et promouvoir la paix et la sécurité, mais aussi à garantir la sécurité et la protection des femmes et des filles, sont essentiels à l'instauration d'une sécurité globale.

Nous encourageons les efforts engagés au Kosovo en vue de défendre l'état de droit, de lutter contre la corruption et la criminalité organisée et de faire en sorte que nul ne soit laissé de côté. Ma délégation souligne également le lien entre le développement et la sécurité. Les initiatives qui promeuvent le relèvement économique doivent être inclusives, écologiques et sensibles aux jeunes et aux questions de genre afin de jeter les bases d'une transformation sociale et politique généralisée dans la région.

Pour terminer, nous restons un partenaire engagé dans la quête d'une paix durable au Kosovo et dans son voisinage.

Annexe XII

Déclaration de la Mission permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies

Qu'il me soit permis d'emblée de saluer et de féliciter la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pour l'action qu'elle ne cesse de mener avec l'appui de l'Équipe des Nations Unies au Kosovo. Je tiens également à remercier de son exposé le Représentant spécial du Secrétaire général, Zahir Tanin. Nous saluons en outre la présence du Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République de Serbie, S. E. M. Ivica Dačić, ainsi que de M^{me} Haradinaj-Stublla.

L'Afrique du Sud tient à réaffirmer que la présence de la MINUK et ses échanges constructifs avec toutes les parties prenantes, pour créer un environnement propice au compromis, à la réconciliation, à l'unité et à la stabilité, restent impératifs. Nous saluons et appuyons toujours le rôle de facilitation de la MINUK s'agissant d'instaurer la confiance entre les communautés et de renforcer les capacités, ainsi que sa promotion du rôle des femmes et des jeunes dans la construction de la paix. À cet égard, nous sommes favorables à la poursuite de la coopération entre la MINUK et ONU-Femmes, ainsi qu'à l'autonomisation des femmes et des jeunes dans les domaines de la consolidation de la paix et de la formation.

Conformément à la position défendue avec constance par l'Afrique du Sud concernant la nécessité d'un dialogue pour régler les désaccords de longue date, nous sommes favorables aux efforts visant à poursuivre les échanges entre les autorités de Belgrade et de Pristina, ainsi qu'au rôle joué par la société civile et les partenaires bilatéraux et multilatéraux dans l'instauration de la paix et de la confiance intercommunautaire au Kosovo.

Nous nous félicitons du lancement et de l'avancement des travaux préparatoires de la mise en place de la commission vérité et réconciliation du Kosovo. En Afrique du Sud, la Commission Vérité et réconciliation a fait partie intégrante du processus qui a ouvert la voie à notre transition démocratique, laquelle a été menée à bon terme grâce à des échanges constructifs et des compromis difficiles. Notre expérience en matière de commission vérité et réconciliation a confirmé qu'il était crucial d'affronter le passé pour réaliser l'unité nationale, car tenir compte de toute la variété des points de vue et versions des événements de toutes les communautés peut être propice à la réconciliation et, en définitive, à un processus et un règlement politiques pacifiques et sans exclusive.

On ne pourra parvenir à une paix globale et durable qu'avec l'implication de toutes les parties prenantes. Ce n'est que par le dialogue que les désaccords existants pourront être résolus et que les bases d'un règlement politique équitable et inclusif, acceptable pour les deux parties, pourront être jetées. Nous pensons que, grâce à des mesures de confiance, un dialogue soutenu entre les parties prévaudra.

Nous saluons le rôle de médiation important que l'ONU continue de jouer dans la normalisation des relations entre Belgrade et Pristina. Nous saluons également le rôle assumé par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, ainsi que tous les efforts déployés par le Représentant spécial de l'Union européenne Miroslav Lajčák et le Gouvernement des États-Unis pour rapprocher les parties. Nous exhortons les parties à continuer de profiter de ces occasions de dialogue pour renforcer la confiance et les relations entre les parties. La normalisation des relations entre Belgrade et Pristina est la clef de la stabilité régionale.

S'agissant du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, la MINUK et ONU-Femmes continuent de s'acquitter d'un travail précieux au regard de la création d'espaces sûrs pour les femmes kosovares victimes de violences domestiques

ou fondées sur le genre, notamment pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Nous saluons également le rôle joué par la MINUK et tous les autres organismes des Nations Unies pour contenir la propagation de la maladie.

Pour terminer, je voudrais appeler les parties à s'abstenir de toute action susceptible de compromettre leurs échanges constructifs. À cet égard, nous espérons que les négociations en vue d'un règlement politique inclusif, équitable et acceptable pour les deux parties reposeront sur un esprit de compromis.

Annexe XIII**Déclaration de la Mission permanente de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Avant toute chose, je remercie M. Zahir Tanin de son exposé très utile sur le rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) (S/2020/964). Je salue à mon tour la présence de S. E. M. Ivica Dačić, Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République de Serbie, et de M^{me} Haradinaj-Stublla.

Ma délégation réaffirme apprécier le rôle important de l'ONU, et en particulier celui du Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo, s'agissant de promouvoir la sécurité et la stabilité politique au Kosovo et dans l'ensemble de la région, sur fond de pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de ses répercussions. Nous félicitons le personnel de la MINUK des efforts qu'il déploie pour faire face à cette crise.

En dépit de l'énormité des défis socioéconomiques liés à la pandémie, nous sommes heureux que, durant la période couverte par le rapport, des indices de progrès aient émaillé le dialogue engagé pour mener à un règlement politique global. En particulier, après une longue interruption, le dialogue facilité par l'Union européenne entre Belgrade et Pristina a repris, et une réunion a été convoquée au sommet en juillet, sur l'initiative de la France et de l'Allemagne.

À cet égard, nous réaffirmons notre appui aux efforts déployés par le Représentant spécial de l'Union européenne pour le Kosovo pour faire avancer le dialogue politique, dans l'espoir que les deux parties feront fond sur la progression des discussions jusqu'ici pour avancer vers un règlement des différentes questions, en particulier le retour des personnes déplacées, la coopération économique et la mise en œuvre des accords pertinents. Cela contribuerait à créer les conditions propices à une solution politique globale fondée sur le consensus, dans le cadre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, et à favoriser le respect des droits de la personne, en particulier les droits des femmes et des filles.

Nous exhortons une nouvelle fois les parties à surmonter leurs divergences et à continuer de tirer parti des progrès réalisés à ce jour. Nous appelons à redoubler d'efforts pour promouvoir un climat propice à l'instauration de la confiance. Il convient d'éviter toute mesure susceptible d'exacerber les tensions existantes ou d'affecter le processus de règlement politique, et d'encourager la participation des femmes au processus.

Annexe XIV

Déclaration de la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je tiens en premier lieu à remercier le Représentant spécial et son équipe de leur engagement sans faille envers le Kosovo, comme l'illustre le rapport détaillé sur les activités de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) (S/2020/964). Je voudrais également remercier de leurs exposés de ce matin le Ministre des affaires étrangères de la République de Serbie et la Ministre des affaires étrangères du Kosovo.

Ces 20 dernières années, la MINUK a joué un rôle clef dans la transformation du Kosovo en une démocratie multiethnique, stable et ouverte à tous. Cela étant, la situation au Kosovo aujourd'hui est très différente de ce qu'elle était en 1999, lorsque la MINUK a commencé ses travaux. En conséquence, nous continuons de préconiser un examen de la Mission qui permettra de s'assurer qu'elle est en mesure de répondre aussi efficacement que possible aux difficultés et besoins actuels du Kosovo.

Relever les défis sanitaires et socioéconomiques liés à la maladie à coronavirus (COVID-19) doit rester la première priorité du Gouvernement kosovar, comme c'est le cas pour les gouvernements du monde entier. Nous nous félicitons de l'aide que la MINUK et l'Équipe des Nations Unies au Kosovo ont apportée au cours de la période considérée pour gérer les incidences du virus. Je suis fier que le Royaume-Uni ait pu, par l'intermédiaire des organismes des Nations Unies, contribuer près de 2 millions de livres sterling pour soutenir cette riposte. Toutefois, je me fais l'écho des préoccupations du Secrétaire général, qui estime que les querelles politiques internes ont retardé l'adoption des lois nécessaires pour gérer la pandémie et atténuer ses répercussions économiques. Nous exhortons tous les partis politiques du Kosovo à privilégier la recherche du consensus, dans l'intérêt public.

La normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie reste cruciale pour la stabilité et la prospérité régionales, et elle est dans l'intérêt des deux pays. Nous nous félicitons de la reprise, sous l'égide de l'Union européenne, du dialogue facilité par le Représentant spécial de l'Union, Miroslav Lajčák. Nous accueillons tout aussi favorablement les progrès enregistrés récemment à Washington sur la voie d'une coopération économique accrue entre le Kosovo et la Serbie. Le Royaume-Uni se tient prêt à appuyer un accord de normalisation complet, concluant et juridiquement contraignant, qui respecte le principe d'intégrité territoriale, soit acceptable pour les citoyens des deux pays et leur apporte, ainsi qu'à l'ensemble de la région, des avantages de long terme.

Dans ce sens, nous nous félicitons de la déclaration commune faite le 7 septembre par le Président de la Serbie, M. Vučić, et le Premier Ministre du Kosovo, M. Hoti, qui ont renouvelé leur engagement au dialogue facilité par l'Union européenne. Faire progresser le dialogue et la réconciliation au sens large entre le Kosovo et la Serbie va nécessiter que les deux parties mettent en œuvre tous les accords en suspens et établissent et préservent un climat calme et rationnel qui permette la coopération. Nous attendons des dirigeants des deux pays qu'ils adoptent une démarche constructive et inclusive, et qu'ils œuvrent en toute bonne foi à surmonter leurs divergences.

Le Royaume-Uni veut que justice soit faite pour les crimes de guerre commis pendant le conflit de 1999. Nous ne pouvons tolérer l'impunité. Nous regrettons la lenteur persistante des poursuites nationales pour crimes de guerre et demandons instamment aux autorités kosovares et serbes de collaborer pour traiter les crimes passés.

Dans ce contexte, le Royaume-Uni appuie le travail des Chambres spécialisées et du Bureau du Procureur spécialisé du Kosovo. Il est fondamental que ces institutions puissent poursuivre leur travail sans ingérence. Nous exhortons les Gouvernements du Kosovo et de la Serbie et les membres du Conseil à coopérer pleinement avec elles.

Nous saluons l'appui technique que la MINUK a apporté au Groupe de travail Belgrade-Pristina sur les personnes portées disparues. Le Royaume-Uni est déterminé à appuyer tous les efforts visant à faire la lumière sur les cas des personnes disparues pendant le conflit des années 90. Nous avons soutenu plusieurs projets par l'intermédiaire de la Commission internationale pour les personnes disparues et du Centre de ressources sur les personnes disparues. Les commentaires malintentionnés et provocateurs que nous avons pu entendre récemment de la part de certains ministres de haut rang sont tout à fait consternants. Il ne fait pas de doute pour le Royaume-Uni qu'il incombe à tous, mais plus particulièrement aux personnes qui occupent des postes de pouvoir ou d'autorité, de s'abstenir de tels discours, qui sont irrespectueux pour les victimes et les familles. Comme le rappelle le Secrétaire général dans son rapport, 1 643 personnes sont toujours portées disparues depuis le conflit au Kosovo. Nous exhortons toutes les parties à redoubler d'efforts et à faciliter la coopération requise pour faire toute la lumière sur les cas non résolus.

Ce qui sert le mieux les intérêts du Kosovo et de sa population, c'est l'état de droit et la lutte contre la corruption. Nous nous félicitons de l'appui que la MINUK et d'autres ont apporté au renforcement des capacités des institutions de mener des enquêtes financières et de mettre en place un système judiciaire au service de tous. Il reste un travail considérable à accomplir dans ce domaine, et nous continuons à encourager le Kosovo à procéder aux réformes nécessaires pour renforcer plus avant l'état de droit, la bonne gouvernance et la sécurité.

Pour conclure, je tiens à renouveler mes remerciements au Représentant spécial et à son équipe. Nous nous réjouissons à la perspective de continuer à les soutenir dans leur important travail.

Annexe XV**Déclaration de M^{me} Cherith Norman Chalet, Représentante permanente adjointe des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je tiens à remercier le Représentant spécial Tanin pour son exposé de ce matin, ainsi que les Ministres des affaires étrangères du Kosovo et de la Serbie pour leur participation.

Nous pensons nous aussi que la discussion de ce matin aurait été plus complète si nous avions pu également entendre le Représentant spécial de l'Union européenne. Néanmoins j'aborderai quelques questions de fond que nous voudrions mettre en avant aujourd'hui.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a gravement remis en cause la sécurité et la prospérité dans les Balkans occidentaux, en particulier pour les populations les plus vulnérables, toutefois nous jugeons encourageante la coopération qui s'est mise en place entre les pays des Balkans occidentaux pour faire face à la crise et en atténuer les effets.

Beaucoup de choses se sont passées depuis le dernier exposé qui a été présenté au Conseil sur la question (voir S/2020/339). Comme d'autres collègues l'ont mentionné aujourd'hui, le 4 septembre, le monde a été témoin d'une journée véritablement historique à la Maison Blanche. Le Président Trump y a accueilli le Premier Ministre du Kosovo, M. Hoti, et le Président de la Serbie, M. Vučić, pour la signature d'un accord historique en faveur de la normalisation économique. Les États-Unis saluent le leadership du Premier Ministre du Kosovo et du Président de la Serbie, qui ont permis à la relation entre leurs deux pays d'aller de l'avant. En se lançant ainsi dans des pourparlers, ces deux dirigeants ont fait preuve d'un courage extraordinaire.

Les accords signés à la Maison Blanche le 4 septembre portent sur toute une série de questions relatives à la normalisation économique. Ils vont être synonymes de croissance, d'investissements et d'emplois pour les citoyens des deux pays et vont permettre aux progrès dans les Balkans occidentaux de se poursuivre sous le signe de la réconciliation. Les engagements pris par le Kosovo et la Serbie constituent une avancée bien réelle. Ils vont ouvrir de nouvelles possibilités de collaboration élargie et renforcer les mesures de confiance qui prépareront le terrain à la poursuite du dialogue.

Les engagements importants pris à la Maison Blanche sont un point de départ, et nous suivrons de près les progrès des parties dans la mise en œuvre des accords. Les sceptiques, tant au Kosovo qu'en Serbie, sont trop habitués à voir des accords conclus en grande pompe, mais dont la mise en œuvre ou les effets concrets sont très limités voire inexistants. Il revient maintenant aux dirigeants de ces deux pays de prouver à leurs concitoyens que la réconciliation a des avantages concrets.

Les accords du 4 septembre constituent aussi la meilleure chance de réaliser des avancées réelles qui se soit présentée depuis de nombreuses années, et nous continuerons à encourager les parties à poursuivre sur cette lancée et à avancer vers un accord de normalisation, qui reste essentiel pour la région. La normalisation complète des relations entre la Serbie et le Kosovo demeure un objectif partagé aussi bien par les États-Unis que par l'Union européenne. Les accords négociés par les États-Unis complètent les pourparlers facilités par l'Union européenne, que nous continuons à appuyer résolument.

Pour que le Kosovo et la Serbie puissent assurer leur avenir européen, ils vont devoir tous deux regarder en face certains pans douloureux de leur histoire récente. Les États-Unis continuent de plaider vigoureusement pour que justice soit faite pour

toutes les victimes des guerres qui ont secoué les Balkans occidentaux et encouragent les pays de la région à utiliser les mécanismes existants pour garantir l'application du principe de responsabilité et la justice pour toutes les victimes. Dans ce contexte, les États-Unis ont une confiance totale dans les Chambres spécialisées et le Bureau du Procureur spécialisé du Kosovo.

Je voudrais conclure en soulignant que les progrès importants mentionnés ici aujourd'hui montrent bien que le rôle de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et dans la région en tant que mission de maintien de la paix a depuis longtemps outrepassé son objectif initial. Il est aujourd'hui de la responsabilité du Conseil de sécurité de réorienter les ressources limitées du maintien de la paix vers des zones et des situations où elles sont davantage nécessaires. L'ONU a encore un rôle important à jouer pour encourager la mise en place de normes et d'institutions démocratiques dans la région, mais il n'est nul besoin d'une mission mandatée en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies pour que la reconnaissance, l'intégration et la normalisation progressent.

Les États-Unis sont déçus que les nombreux appels déjà lancés par les membres du Conseil pour qu'il soit mis fin à la mission de la MINUK soient restés lettre morte et qu'aucun plan en ce sens n'ait été présenté au Conseil pour examen. Nous encourageons vivement l'élaboration d'un tel plan. Nous demandons instamment aux membres du Conseil de sécurité de réfléchir sérieusement à la transition de la MINUK et de commencer à prendre les mesures nécessaires pour un retrait responsable. Nous sommes convaincus que cela permettra à l'ONU de jouer un rôle plus pertinent et plus efficace pour aider le Kosovo et le reste des Balkans occidentaux à donner toute la mesure de leur potentiel.

Annexe XVI

Déclaration de M. Dang Dinh Quy, Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je tiens à remercier le Secrétaire général de son dernier rapport sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2020/964) et M. Zahir Tanin, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), de son exposé très utile. Je remercie également de leurs déclarations M. Dačić, Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Serbie, et M^{me} Haradinaj-Stublla.

Le Viet Nam se félicite de la reprise officielle du dialogue de haut niveau entre Belgrade et Pristina, en juillet dernier, et des accords qui ont été conclus depuis, notamment la déclaration commune du 7 septembre et les engagements pris par les parties le 4 septembre en faveur de la normalisation des relations économiques.

Il est toutefois regrettable que la mise en œuvre tarde toujours à être au rendez-vous. Nous tenons à souligner l'importance des précédents accords signés dans des domaines clefs et comptons vivement que ces accords ainsi que les derniers engagements seront mis en œuvre. Nous invitons instamment les deux parties à saisir cette occasion pour faire avancer le dialogue et aplanir les divergences qui subsistent ainsi que les obstacles de longue date.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue de sévir dans toutes les régions du monde, et a des répercussions sur des milliards de personnes. Nous voudrions exprimer notre sympathie pour les pertes en vies humaines et nos préoccupations concernant les informations faisant état d'une augmentation du nombre de cas au Kosovo depuis le mois de juin et les lourdes conséquences de la maladie sur le développement socio-économique et le bien-être de la population du Kosovo. À cet égard, nous saluons les efforts déployés par la MINUK pour poursuivre ses opérations, protéger son personnel et aider les autorités locales dans le cadre de leur riposte à la COVID-19, notamment les mesures de réduction des risques.

Nous appelons toutes les parties concernées à poursuivre leurs efforts pour faire face aux difficultés socio-économiques liées à la riposte à la pandémie de COVID-19 et tenir compte des préoccupations et intérêts légitimes des communautés du Kosovo.

Nous appelons les parties à participer à un dialogue de bonne foi et à des négociations pacifiques pour résoudre leurs différends. Nous appuyons les efforts visant à trouver une solution durable et globale à la question, conformément aux principes fondamentaux du droit international, à la Charte des Nations Unies et à la résolution 1244 (1999), pour permettre à tous les peuples d'Europe de jouir d'une paix et d'un développement durables.

À cet égard, nous attachons beaucoup d'importance au dialogue facilité par l'Union européenne, qui contribue grandement aux efforts déployés par la communauté internationale et l'ONU pour résoudre des différends de longue date en vue de permettre à Belgrade et à Pristina, aux Balkans et à l'Europe de parvenir à la paix, à la stabilité et au développement à long terme. Par ailleurs, nous saluons et appuyons les activités menées par la MINUK pour promouvoir des mesures de confiance, encourager la coopération entre Belgrade et Pristina, ainsi que pour aider les communautés du Kosovo dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Annexe XVII**Déclaration de M. Ivica Dačić, Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Serbie**

Je tiens à remercier le Secrétaire général António Guterres et le Représentant spécial Tanin du dernier rapport du Secrétaire général (S/2020/964) et des efforts qu'ils déploient pour exécuter le mandat de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), conformément à la résolution 1244 (1999). Le maintien de la présence de la MINUK au Kosovo-Metohija, sans réduction d'effectifs, est essentiel pour instaurer durablement la paix, la stabilité et la sécurité durables dans la province.

La Serbie a adopté une approche très sérieuse et responsable dans le cadre du dialogue avec Pristina, qui dure depuis près de 10 ans. Je voudrais attirer l'attention sur les problèmes auxquels nous nous sommes heurtés depuis le début et qui persistent encore aujourd'hui. Qu'il me soit permis de rappeler au Conseil qu'il y a plus de sept ans à Bruxelles, Hashim Thaçi et moi-même avons signé l'Accord de Bruxelles à la suite de négociations difficiles et de grandes concessions de notre part. La garante de l'accord n'était autre que la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité de l'époque, M^{me} Catherine Ashton. J'ai déjà indiqué devant cet organe qu'en refusant d'établir une communauté des municipalités à majorité serbe, sous prétexte que cela était contraire à ce qu'on s'obstine à appeler la Constitution du Kosovo, Pristina n'a pas été honnête avec la Serbie et l'Union européenne, en sa qualité de garante, car elle n'a pas mis en œuvre l'accord qu'elle a signé.

Depuis des années maintenant, nous posons à l'Union européenne la même question, que je n'ai cessé de répéter dans cette salle, à savoir si quelque chose dont nous discutons, dont nous convenons et que nous signons peut être qualifié de dialogue et d'accord si l'une des parties déclare qu'elle ne mettra pas en œuvre ce qui a été convenu. Je pose à nouveau la même question aujourd'hui : Que se passerait-il si la Serbie décidait de ne pas respecter ses engagements ? Le Conseil ferait-il preuve de patience et de compréhension et nous trouverait-il des excuses comme il le fait pour Pristina depuis plus de sept ans ?

Néanmoins, la Serbie a fait preuve de patience et a démontré son engagement au dialogue et à la mise en œuvre de ce qui a été convenu dans l'espoir que les autres allaient comprendre à quel point le processus dans son ensemble avait été compromis par la conduite inacceptable de Pristina. Nous notons avec satisfaction que la semaine dernière, lors de sa visite à Pristina, le Représentant spécial Lajčák a insisté sur la mise en œuvre intégrale des accords conclus. La réaction négative de Pristina à ses déclarations indique toutefois que Pristina n'a pas encore la volonté politique nécessaire pour faire des progrès substantiels dans le processus de dialogue.

Je tiens à réitérer que la République de Serbie reste attachée au dialogue facilité par l'Union européenne, avec la conviction sincère que le dialogue est la seule voie véritable pour trouver une solution durable à la question du Kosovo-Metohija. Nous voudrions également remercier les États-Unis d'Amérique, le Président Trump et Son Envoyé spécial pour la Serbie et les négociations de paix au Kosovo, M. Grenell, de leur engagement et de leur dévouement, car l'accord conclu le 4 septembre à Washington sur la normalisation économique représente une avancée significative. Le fait que Pristina fait désormais partie de la zone dite « mini-Schengen » est important non seulement pour l'économie, mais aussi pour la vie quotidienne de toutes les communautés du Kosovo-Metohija et de toute la région.

Malheureusement, en continuant à faire pression en vue de nouvelles reconnaissances, Pristina a violé la section de l'accord de Washington appelant à un moratoire d'un an sur les activités de reconnaissance du Kosovo, et ce faisant, a sapé la confiance et a vidé de leur substance ces accords qui avaient été conclus en toute bonne foi.

Je suis convaincu que le Conseil partage l'avis selon lequel nous avons perdu beaucoup de temps. Pendant sept ans et demi, Pristina a bloqué le dialogue en ne mettant pas en œuvre les obligations qu'elle a contractées. Il est grand temps que Pristina commence à agir de manière sérieuse et responsable en mettant en œuvre ce qui a été convenu, au lieu d'attendre sept ans et demi de plus pour faire avancer le dialogue.

Vivre en tant que Serbe au Kosovo-Metohija aujourd'hui est un exploit en soi. Contrairement à ce que l'on peut observer ailleurs en Europe, les Serbes du Kosovo-Metohija sont devenus une cible légitime au quotidien – simplement parce qu'ils appartiennent à une autre nation et à une autre religion. Leurs maisons sont incendiées, leurs biens sont usurpés et détruits, leurs cimetières et leurs églises sont profanés et leurs familles sont attaquées et intimidées. Des vidéos de personnes piétinant le drapeau serbe sont diffusées sur les réseaux sociaux et la haine à l'égard des membres de la communauté serbe est toujours omniprésente.

Le rapport dont nous sommes saisis aujourd'hui, comme la plupart des rapports de ce type qui ont été publiés depuis le déploiement de la MINUK, exprime des préoccupations concernant un grand nombre d'incidents dirigés contre les Serbes du Kosovo-Metohija. Pourtant, malgré l'appel lancé aux autorités locales pour qu'elles réagissent d'urgence afin de retrouver les auteurs et de décourager ces actes publiquement, la justice pour les Serbes du Kosovo-Metohija demeure lente et hors de portée, et le nombre d'incidents n'a pas diminué.

Même pendant la pandémie, dans des conditions encore plus difficiles, les actes contre la communauté serbe se poursuivent sans relâche. Il y a quelques semaines à peine, dans le village de Donja Brnjica, près de Pristina, un Albanais a tiré sur des enfants serbes dans la cour de l'école primaire. Dans le village de Babin Most, près d'Obilić, il y a eu une tentative d'enlèvement d'une écolière serbe qui rentrait de l'école. Les attaques contre les familles des personnes qui sont rentrées dans leurs foyers n'ont pas cessé, sans parler des maisons incendiées, ainsi que des pillages et des actes d'intimidation.

Il n'est donc pas étonnant que les personnes déplacées ne regagnent pas leurs foyers. Vingt ans plus tard, sur 200 000 personnes, il n'y a eu que 1,9 % de retours durables. Pristina prétend que chaque personne déplacée qui souhaitait rentrer au Kosovo-Metohija aurait pu le faire, et que la plupart des Serbes ne sont pas rentrés parce qu'ils ne le souhaitaient pas. Les informations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés disent le contraire, alors que le rapport de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) indique que

« un nombre considérable de personnes déplacées souhaitent retourner chez elles, mais beaucoup d'entre elles restent privées de leurs biens ou se heurtent à de sérieux obstacles pour revenir ».

Comment les retours peuvent-ils avoir lieu alors que la sécurité n'est toujours pas garantie et qu'il est impossible de jouir des droits fondamentaux, de l'accès à la justice, du droit de propriété et de la liberté de circulation ?

Je me dois également de mentionner l'héritage culturel et religieux serbe au Kosovo-Metohija et les tentatives de Pristina visant à réviser l'histoire en prétendant que les églises serbes du Kosovo-Metohija ne sont pas réellement serbes. Que

va-t-on entendre encore ? Que les Serbes n'ont jamais vécu au Kosovo-Metohija ? D'autres exemples de l'arrogance de Pristina dans le domaine du patrimoine culturel comprennent ses tentatives répétées de construire une route à travers la zone sous protection spéciale du monastère de Visoki Dečani, qui a été inscrite sur la Liste du patrimoine mondial en péril de l'UNESCO. Malgré les interventions des représentants du groupe Quanta et d'autres organisations internationales – l'Union européenne, l'OSCE et la Force de paix au Kosovo (KFOR) – il n'est toujours pas certain que la décision de justice finale sera appliquée, car les autorités locales ne se sont pas engagées à cesser définitivement les constructions dans la zone sous protection spéciale.

Aujourd'hui, les membres du Conseil entendront sans doute à nouveau les mêmes mensonges sur le colonialisme serbe et le prétendu génocide contre les Albanais que les représentants de Pristina promeuvent depuis 20 ans. Je voudrais être clair : chaque victime mérite justice, et chaque auteur doit être traduit en justice. Cela dit, ce principe doit s'appliquer de la même manière à tous. Au cours des 20 dernières années, la Serbie a maintenu qu'il fallait poursuivre les auteurs de crimes odieux commis contre les Serbes et les Roms ainsi que certains Albanais du Kosovo-Metohija par le groupe terroriste se faisant appeler Armée de libération du Kosovo. Et pourtant, depuis des années, nous entendons Pristina déplorer les victimes albanaises et le sort des civils innocents et proclamer le « combat pur et sans tache » de la prétendue Armée de libération du Kosovo. Le fait que les Chambres spécialisées et le Bureau du Procureur spécialisé du Kosovo ont été créés il y a plus de cinq ans laisse entendre qu'il y a une autre facette de la question.

Bien que plus de cinq ans qui se soient écoulés depuis la création du tribunal, nous nous félicitons des premières mises en accusation. Cependant, nous suivons également avec une grande inquiétude les agissements de Pristina visant à se soustraire à l'autorité du tribunal, à tenter de limiter et d'empêcher formellement son fonctionnement, voire à l'abolir. Nous sommes particulièrement préoccupés par les tentatives d'intimider les témoins et de révéler leur identité. Il est inouï que le Bureau du Procureur spécialisé ait jugé nécessaire de publier les actes d'accusation contre Thaçi, Veseli et d'autres personnes avant qu'ils ne soient officiellement inculpés pour des chefs d'accusation comprenant des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, notamment le meurtre, les disparitions forcées, la persécution et la torture. Selon le Bureau du Procureur spécialisé, cette décision a été prise en raison des « tentatives répétées de Hashim Thaçi et de Kadri Veseli d'entraver et de compromettre le travail des Chambres spécialisées ». Dans son rapport, le Secrétaire général a également mis en évidence ce problème (S/2020/964, annexe II).

L'initiative relative à l'adoption d'une loi sur la protection des valeurs de la soi-disant Armée de libération du Kosovo est également impensable à un moment où des accusations sont portées contre ses membres pour les actes criminels les plus graves. Comment peut-on expliquer que l'actuel Président du soi-disant Kosovo tente d'abolir un tribunal que Pristina a elle-même créé, afin d'éviter d'être inculpé et poursuivi pour les crimes qu'il a commis ? Comment expliquer l'apparition d'un homme masqué au siège de la prétendue association des ex-combattants de l'Armée de libération du Kosovo, qui a retiré des milliers de documents, y compris des projets d'actes d'accusation et des dépositions de témoins protégés avec leurs noms et données personnelles ? Ce serait trop pour un thriller hollywoodien. Nous espérons sincèrement que, malgré ces événements incroyables et ces obstructions, le tribunal parviendra à mener à bien les procédures afin que les victimes de ces crimes odieux obtiennent enfin justice.

Il va sans dire que la présence de la MINUK au Kosovo-Metohija reste nécessaire, et nous attendons de la Mission qu'elle continue à remplir activement son mandat. Il en va de même de la présence tout aussi importante de la mission « État

de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo, en raison de son engagement en faveur de l'état de droit, et de celle de la KFOR, qui est une garante majeure de la sécurité.

Dans le contexte des activités de la KFOR, je tiens à exprimer notre vive inquiétude face à l'introduction par ses forces de patrouilles conjointes avec les prétendues forces de police du Kosovo à proximité de la ligne de démarcation administrative, ce qui est contraire au cadre de sécurité existant selon lequel la KFOR est le seul partenaire des forces armées serbes pour sécuriser cette ligne. L'intention annoncée par les responsables de Pristina d'instituer un service militaire obligatoire de trois mois est également préoccupante. Il s'agit d'une nouvelle annonce d'acte unilatéral et inacceptable de la part de Pristina, qui est contraire à la résolution 1244 (1999) et au mandat établi de la KFOR comme seule structure militaire légale et légitime dans la province.

Au début du mois de septembre, nous avons fait un pas dans la bonne direction. La coopération économique est importante pour les futurs accords politiques, mais le chemin vers la normalisation politique est long. Les pourparlers que nous avons repris à Bruxelles ne sont pas faciles, car de grandes divergences dans nos approches respectives persistent. Toutefois, nous sommes convaincus que le dialogue est le seul moyen possible de parvenir à un règlement à long terme de nos problèmes et d'assurer de meilleures relations, ainsi que la paix et la stabilité dans la région.

Annexe XVIII

Déclaration de M^{me} Meliza Haradinaj-Stublla

Au nom de la République du Kosovo, je tiens à remercier très sincèrement le Conseil de sécurité de l'occasion qui m'est donnée de m'adresser à ses membres. Tout ce que je dirai aujourd'hui au Conseil est l'expression de la confiance et de l'espoir que nous plaçons en l'avenir de notre pays et de notre région, et repose sur la vérité et la réalité de notre expérience.

Il faut bien comprendre que le Kosovo est un État pleinement indépendant et souverain – au même titre que l'Estonie, la Belgique ou l'Allemagne. Ce n'est pas une affirmation ; il s'agit d'un fait irréfutable et irréversible appuyé par un arrêt de la Cour internationale de Justice en 2010. C'est la clef du progrès politique et d'une paix durable. L'acceptation de cette réalité est la seule base pour régler les problèmes qui divisent la Serbie et le Kosovo. Une fois cette réalité incontournable reconnue, la voie à suivre sera claire et l'avenir pourra commencer demain.

Une autre cour de justice des Nations Unies, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, a statué de manière concluante que les forces militaires et paramilitaires de la République fédérale de Yougoslavie avaient mené une attaque armée généralisée et systématique contre la population civile albanaise du Kosovo, dans le but de la chasser et d'empêcher son retour. Ce même tribunal des Nations Unies a établi que ce nettoyage ethnique devait se faire par la perpétration généralisée de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et d'autres violations du droit humanitaire. Enfin, il a également conclu que ces attaques étaient coordonnées et faisaient partie d'une entreprise criminelle commune, dont les membres comprenaient les hauts dirigeants politiques, militaires et de sécurité nationale de l'ex-Yougoslavie.

Quelque 12 000 personnes ont été tuées au cours des attaques qui ont suivi contre les villes et les villages du Kosovo. Quelque 20 000 femmes ont été violées, la moitié de la population totale est devenue réfugiée, un grand nombre de biens ont été détruits, et des registres cadastraux et des objets culturels ont été volés et n'ont jamais été restitués. Ce ne sont pas des affirmations ; ce sont des faits avérés.

Il est également vrai que les dirigeants politiques et de sécurité nationale qui ont perpétré ces crimes comprenaient Aleksandar Vučić et Ivica Dačić – respectivement, qui sont aujourd'hui le Président et le Ministre des affaires étrangères de la Serbie.

La Serbie n'a jamais reconnu le passé. Elle nie le passé. L'année dernière encore, le Président Vučić a nié que le massacre de civils dans le village de Racak, vérifié au niveau international, ait jamais eu lieu ; c'était, a-t-il dit, « fabriqué ».

Comme tous les membres du Conseil le savent, la Serbie a intensifié ses tentatives de sabotage contre la République du Kosovo, en émettant de faux mandats d'arrêt, en faisant pression sur les petits États pour qu'ils retirent leur reconnaissance du Kosovo, en manipulant ses propres médias par un flux constant de propagande raciste et en empêchant l'adhésion du Kosovo à des organismes internationaux, tels qu'INTERPOL.

Ce sont des faits. Telles sont les réalités incontournables auxquelles nous sommes confrontés chaque jour au Kosovo. Ce qui est arrivé à nos familles, à nos vies, n'est pas un souvenir vague ou lointain. L'État agresseur, notre voisin, n'a pas reconnu sa culpabilité. Il n'a pas rendu nos personnes disparues, nos registres cadastraux ou nos objets culturels, ni les économies et les fonds de pension volés à notre peuple.

Aujourd'hui, le traumatisme du Kosovo est mieux compris dans le contexte des personnes disparues. Plus de 1 700 personnes sont toujours portées disparues et présumées mortes. Le retour de leurs dépouilles à leurs familles n'est pas moins important pour nous que le retour des Albanais de souche.

Mais comment la Serbie réagit-elle à ce qui devrait être une simple question humanitaire. Que je dise au Conseil comment elle réagit. La semaine dernière encore, le Ministre Dačić a lancé une menace publique contre quiconque, y compris les militants des droits de l'homme, oserait « divulguer des informations » sur les fosses communes des victimes de la guerre du Kosovo en Serbie.

Cette campagne continue de haine et d'hostilité contre un État voisin est un exercice de malignité futile. Sur le long terme, elle n'aboutit précisément à rien. Oui, elle nuit au Kosovo maintenant ; elle retarde notre pleine intégration dans la communauté mondiale. Elle nuit à notre économie. Elle perpétue la pauvreté. Mais elle nuit aussi à la Serbie, politiquement et économiquement. Et elle nuit à l'ONU et à l'Union européenne.

La seule façon de progresser est une véritable réconciliation. L'écrasante majorité des habitants du Kosovo et de la Serbie veulent aller de l'avant – non pas pour oublier le passé, non pas pour laisser les crimes du passé impunis, mais pour reconnaître le passé et en rendre compte, de manière juste et honnête, et ensuite construire un avenir pour tous nos peuples, de toutes les nationalités et ethnies, où la différence est acceptée et célébrée, où le commerce et la culture prospèrent et où le bien-être de nos peuples et la solidarité internationale sont nos objectifs communs.

Le Kosovo souhaite vivement résoudre les dernières questions qui subsistent des guerres dans l'ex-Yougoslavie. Les principes d'un règlement sont simples et clairs. La Serbie doit reconnaître le fait que le Kosovo est un État, y compris son intégrité territoriale, son caractère unitaire et son ordre constitutionnel. Les crimes du passé, contre les personnes et les biens, doivent être comptabilisés d'une manière convenue. Les corps des disparus doivent être rendus.

Au cours des longues années qui ont suivi la fin de la guerre au Kosovo en 1999, le Kosovo a fait tout ce que la communauté internationale nous a demandé. Nous avons respecté les institutions internationales et travaillé avec elles. On nous a demandé d'être patients, et nous avons été patients. Nous avons inscrit dans nos lois et notre Constitution les protections les plus complètes de l'histoire pour les minorités. Nous avons soutenu sans équivoque l'état de droit. En très peu de temps, nous avons créé un État qui fonctionne et qui protège tous ses citoyens de manière égale.

Telles sont les réalités. La République du Kosovo est un État unitaire et souverain aux frontières définies depuis 2008. La Serbie fera valoir qu'il existe une autre réalité – la résolution 1244 (1999). Je rappellerai simplement que la résolution 1244 (1999) a toujours envisagé que le Kosovo devienne un État indépendant fondé sur la volonté du peuple. Nous savons tous que la résolution 1244 (1999) est un zombie, qu'elle n'existe que sur le papier et pour une seule raison : le droit de veto de certains membres de cet organe, qui est exercé pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le bien-être du Kosovo ou de la Serbie.

Nous devons rendre compte du passé, mais nous devons vivre dans le présent et planifier l'avenir. La République du Kosovo est prête à être un voisin constructif et amical de la République de Serbie et un membre à part entière de la communauté internationale des nations.